

La zone frontalière du Sud-Liban

Afin de comprendre comment s'est constituée la « zone de sécurité » du Sud-Liban, il est nécessaire de se reporter à la tragédie de la Palestine de 1948, lorsque des dizaines de milliers de Palestiniens furent expulsés ou qu'ils durent s'enfuir par la frontière vers le Liban, venant en majorité de la Galilée. La population du Sud-Liban, qu'elle fût chrétienne ou musulmane, avait des liens traditionnels puissants — de commerce, de travail, d'amitié et même de famille — avec la population du nord de la Palestine : de fait, les villes de Haïfa et d'Acre étaient mieux connues d'elle que Beyrouth. Au Sud-Liban, les marchés hebdomadaires de produits agricoles, mais également de produits manufacturés locaux, étaient florissants grâce à la clientèle palestinienne, alors que beaucoup de Libanais travaillaient au nord de la Palestine ou y possédaient de petites entreprises : certains s'étaient même établis à Haïfa et à Acre. L'un des effets paradoxaux de la création d'Israël fut de susciter une cohésion nationale plus grande au Liban du fait de la réorientation de l'activité économique des régions méridionales en direction du nord ; de même, l'exode rural en provenance du sud commença dès après 1948 par suite de l'effondrement économique causé par la perte du marché palestinien et des possibilités d'emploi que celui-ci offrait.

La population du Sud-Liban s'émut fortement devant la tragédie palestinienne. Quand les Palestiniens arrivèrent en réfugiés, beaucoup furent aidés et accueillis par la population locale. Des camps furent ouverts dans le Sud, mais aucun dans la région frontalière s'étalant du Arkoub, dans l'Est montagneux, jusqu'à Tyr sur

* Ahmad Beydoun est professeur de sociologie à l'université libanaise à Beyrouth. Il est originaire de Bint Jbayl qui est situé actuellement dans la « zone de sécurité ». Il est l'auteur de travaux en arabe et en français, notamment *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens contemporains* (1984). Cet article est fondé sur une série d'entretiens menés avec l'auteur par Linda Butler à la fin de juin 1991.

la côte. Cependant, des milliers de Palestiniens démunis s'établirent sur cette bande de territoire, travaillant principalement dans l'agriculture, en particulier dans la culture du tabac. Des centaines s'installèrent par exemple dans mon village, Bint Jbayl, où ils eurent de bonnes relations avec la population, hormis des frictions normales comme celles qui se produisent fréquemment entre des familles et des clans. Mais pendant les années 1950, des raisons de sécurité et la volonté de mettre fin à la contrebande qui s'était répandue entre la Galilée et le Sud-Liban avec l'afflux des réfugiés poussèrent le gouvernement libanais à adopter une mesure visant à éloigner les Palestiniens de la zone frontalière et à leur interdire l'accès sans autorisation militaire. Ils devaient en principe résider seulement dans des villages distants de 10 kilomètres de la frontière. Je me souviens encore d'avoir vu, enfant, les Palestiniens quitter notre village et s'installer dans la région de Tyr.

De 1948 à 1968, la région resta généralement calme, exception faite du grignotage de la frontière par les Israéliens qui avancèrent les bornes de 20 mètres ici, 50 mètres là, empiétant sans distinction sur les terres agricoles à la fois chrétiennes et musulmanes. Malgré cela, il n'y eut pas d'incident important.

Les implantations militaires palestiniennes

Les raids de guérilla à travers la frontière libano-israélienne commencèrent à une échelle limitée même avant la guerre de juin 1967. Ce n'est toutefois qu'après cette date que les Palestiniens commencèrent à s'organiser militairement, et à sortir de leurs camps pour établir des bases plus ou moins proches de la frontière. Cela entraîna des frictions et des escarmouches avec l'armée libanaise. Il en résulta finalement l'accord du Caire de novembre 1969 qui accordait en fait aux Palestiniens le droit de lancer des opérations à partir du territoire libanais. Ainsi, à la fin des années 1960, les Palestiniens entrèrent-ils de nouveau dans la région qu'ils avaient été forcés de quitter une décennie plus tôt. Cette fois, ils venaient en militaires, membres d'organisations armées, plutôt qu'en réfugiés accompagnés de leurs familles. Il convient de noter que, comme en 1948, ils ne cherchèrent pas à s'installer dans les villages chrétiens. Ils s'implantèrent au début dans la région sunnite du Arkoub — le « Fathland » de la presse internationale. Ils montèrent également des bases dans la région chiite autour de Taybeh et Khiyam, dans le district de Marjeyoun, et autour de Bint Jbayl.

Comme on pouvait s'y attendre, la nouvelle présence palestinienne mobilisa en sa faveur la frange militante de la population, une minorité de toute évidence. Elle s'attira aussi un certain nombre de partisans au sein de la population qui était sensible, à l'époque, à la montée du nationalisme arabe. Il est certain que la population locale intégrait le principe de la lutte palestinienne pour avoir été le témoin privilégié de la tragédie palestinienne et pour avoir partagé l'amertume de la défaite de 1967. Mais en dépit de leurs sentiments positifs à l'égard de cette cause, la plupart des gens étaient opposés à l'implantation de la guérilla dans la

région en raison des risques qu'elle entraînait. Il est dans la nature des masses, absorbées par leurs soucis quotidiens, de préférer la stabilité du statu quo, même insatisfaisant, aux risques d'une aventure sans garanties pour l'avenir ; elles deviennent mobilisables seulement quand elles sont motivées par une autorité incontestée ou bien quand l'autorité est totalement absente. S'il est vrai que les Palestiniens et leurs alliés locaux constituèrent un pouvoir embryonnaire, celui-ci n'était pas en mesure de mobiliser la population dans sa totalité. D'un autre côté, la seule autorité capable de contrebalancer leur force militaire croissante était l'armée libanaise que tout le monde considérait comme l'instrument d'une autorité centrale corrompue et partisane, indifférente au sort des régions périphériques.

Compte tenu de cette impopularité, l'armée, dont le commandement était dominé par les chrétiens, pouvait difficilement servir de noyau de résistance à l'implantation militaire palestinienne dans la région. Plus encore, l'équilibre traditionnel du système politique libanais, joint aux craintes de réactions populaires à Beyrouth et dans d'autres villes éloignées de la zone frontalière, limitait la marge de manœuvre de l'autorité centrale et paralysait l'armée. Les leaders traditionnels locaux, plus ou moins liés aux cercles du pouvoir à Beyrouth, étaient également réduits à l'impuissance, et ils en arrivèrent à être intimidés par la présence armée palestinienne. Les rivalités entre les élites locales, l'évaluation par celles-ci des rapports de forces poussèrent certains à gagner les faveurs des organisations palestiniennes, d'autres restèrent à l'écart. C'est en grande partie à cause de cette situation que les sentiments de la population, qui étaient complexes et nuancés, ne purent se cristalliser.

De leur côté, les Palestiniens s'embourbaient dans les contradictions locales. Les organisations libanaises de gauche et nationalistes qui avaient facilité leur implantation dans la région (les communistes, l'Organisation d'action communiste au Liban, le Ba'th, le mouvement nationaliste arabe, etc.) rivalisaient entre elles dans le but d'étendre leur influence, jusque-là relativement limitée dans la région, au détriment des leaders traditionnels (*zu'amâ'*). Mais au moment où les organisations libanaises devenaient plus influentes et plus craintes, grâce aux armes et au soutien politique palestiniens, elles s'isolaient de plus en plus de la population, qui commençait à voir en elles une menace contre les structures d'autorité traditionnelles des villages, et par conséquent contre leur stabilité politique. Il faut souligner que les Palestiniens n'ont pas été toujours circonspects sur ce plan et qu'au lieu d'établir par eux-mêmes des liens directs avec la population dans son ensemble, ils s'appuyaient de plus en plus sur leurs alliés locaux.

Entre-temps, les Israéliens ne demeurèrent pas oisifs. Pendant que les Palestiniens se constituaient une assise militaire et commençaient à effectuer des opérations à partir du territoire libanais, ils se mirent à lancer des raids, contre les camps eux-mêmes au début, puis contre les bases militaires établies loin des camps, en particulier dans la région du Arkoub. La plupart du temps, les attaques consistaient en tirs de barrage et en quelques raids aériens. Ce n'est qu'en mai

1970 que la première bataille terrestre eut lieu — la bataille du Arkoub, qui est encore évoquée dans la région pour la résistance qui s'y fit jour (la tactique palestinienne consistait en général à se retirer au moment de l'attaque plutôt que d'affronter la supériorité des Israéliens en équipement et en nombre). Un mois plus tard environ, les Israéliens bombardèrent mon village, Bint Jbayl, l'un des plus grands de la région, provoquant des morts et des blessés parmi les civils. À partir de ce moment, les attaques contre les villages se multiplièrent sous la forme de raids aériens et d'incursions terrestres visant à tuer ou à capturer des fedayin. En septembre 1972, il y eut même une invasion limitée quand l'armée israélienne pénétra en force dans le Sud pour exercer des représailles après la prise d'otages des jeux Olympiques de Munich. Ils restèrent en place quarante heures et se retirèrent après avoir tué environ 140 personnes, dont 80 civils. Les Israéliens effectuaient généralement leur incursions contre les Palestiniens et contre les Libanais connus pour être en contact avec ceux-ci mais, de temps à autre, ils lançaient des opérations sans autre but que de terroriser la population civile et de lui faire sentir le prix de l'acceptation de la présence palestinienne.

Les bombardements israéliens et la multiplication des victimes civiles eurent pour effet de réduire l'enthousiasme de la population locale pour les Palestiniens et les organisations libanaises. Avec la poursuite des raids israéliens, les villageois commencèrent à presser les unités de guérilla de quitter leurs villages. Finalement, au début de 1972, le gouvernement libanais, en réaction à des pétitions expédiées par des villages du Sud, demanda aux Palestiniens de se retirer des régions peuplées. Ceux-ci se soumirent en partie seulement à cette injonction, et ils cherchèrent à se maintenir dans les villages tactiquement importants où les organisations nationalistes et de gauche bénéficiaient d'une forte présence. Mais même lorsqu'ils se retiraient effectivement, ils restaient à proximité, et les villages « évacués » étaient pris alors dans une « ceinture de feu » créée par les bombardements intensifs que les Israéliens effectuaient toutes les nuits dans leur périmètre. Ainsi les relations entre les Palestiniens et la population locale s'étaient-elles détériorées, vers le milieu des années 1970, premièrement à cause des bombardements israéliens et des représailles subies par la population civile, deuxièmement à cause des fractures provoquées dans les structures traditionnelles des villages du fait de l'appui accordé par les Palestiniens aux partis nationalistes et de gauche contre les *zu'amā'*. Plus encore, l'irritation dont firent montre les Palestiniens à l'encontre des attitudes changeantes de la population envenima la situation, et les amena à agir de façon autoritaire. Ils établirent des barrages de contrôle sur les routes et surveillèrent les mouvements des gens sous prétexte d'assurer la sécurité, ce qui acheva d'énervier la population. Ainsi les Palestiniens perdirent-ils dans une grande mesure son appui. Cela doit être compris pour pouvoir saisir ce qui s'est passé après 1975.

La guerre civile

La guerre libanaise éclata en avril 1975, mais le Sud resta relativement calme pendant plus d'un an. En fait, les différentes phases de la guerre furent perçues dans le Sud principalement à travers l'augmentation et la réduction alternées de la population des villages ; chaque village avait, en effet, autant de résidents permanents que de natifs installés à Beyrouth et dans sa banlieue. Cela veut dire qu'à chaque explosion de violence, des milliers de réfugiés se précipitaient dans le havre de sécurité de leur village natal, pour s'en retourner de nouveau à Beyrouth dès l'accalmie suivante.

Cette phase relativement bénigne (pour le Sud) s'acheva l'été 1976, date cruciale qui ouvrit la voie à l'établissement ultérieur de la « zone de sécurité ». Au début du mois d'août, moins de deux mois avant la chute du camp palestinien de Tall-al-Zaatar, la banlieue chiite nord de Beyrouth, Nabaa, Dekwaneh et Bourj Ham-moud, était envahie par les forces chrétiennes de droite, et sa population expulsée au prix de lourdes pertes en vies humaines. La fuite vers le Sud fut apocalyptique : des dizaines de milliers de sans-logis, des réfugiés sans ressources (Nabaa seul comptait 200 000 habitants, la plupart originaires du Sud) convergèrent vers des villages mal préparés à les accueillir. A Bint Jbayl par exemple, la population, de 12 à 13 000 habitants d'ordinaire, gonfla jusqu'à atteindre 24 000 en l'espace d'un mois, ce qui donna lieu à des scènes de cauchemar : des personnes s'entassaient à cinquante dans des deux-pièces, d'autres dormaient sur les terrasses, dans les jardins, sur les balcons, bref, là où il y avait de l'espace. L'impression que les organisations palestiniennes et leurs alliés libanais chargés de la défense des banlieues n'avaient pas combattu au moment de l'assaut final augmenta l'amertume des gens et créa le sentiment d'avoir été lâchés par ceux qu'on prenait jusque-là pour des protecteurs.

Au moment où les villages chiites étaient envahis par la masse de réfugiés, un autre phénomène se produisait dont les répercussions allaient être cruciales pour le Sud. Il s'agit de l'afflux, dans les villages maronites frontaliers, de centaines de soldats démobilisés, retournant chez eux après que l'armée libanaise se fut scindée en deux au début de 1976, selon des critères confessionnels. Il y avait un certain nombre de ces villages étirés le long de la frontière — 'Alma à l'ouest, Debl, 'Ayn Ibil, Kawza, Rumaysh et Yaroun (mixte sur le plan confessionnel) au centre, et Kolay'a et Marjeyoun à l'est. Agricoles à l'origine, extrêmement pauvres, ces villages se distinguaient par le nombre disproportionné de jeunes qui s'étaient engagés dans la carrière militaire. De fait, la majorité du commandement et de la troupe de l'armée libanaise est originaire des régions périphériques, ce qui signifie pour les chrétiens le Akkar au nord, la Bekaa à l'est, et les villages de l'extrême sud. La militarisation des villages maronites du Sud fut accélérée alors par le fait d'une force auxiliaire antipalestinienne, « les Partisans de l'armée » (*Ansar al-Jaysh*), qui avait été créée avant même le début de la guerre. Les soldats armés,

dépités, de retour dans leurs villages après que leurs casernes eurent été occupées par l'Armée du Liban arabe, la dissidence d'Ahmed al-Khatib, avaient été politisés et confessionnalisés — on pourrait même dire fanatisés — par la polarisation croissante née de la guerre. Ils étaient amers contre les Palestiniens, principale force de frappe du côté adverse, et amers contre les alliés musulmans des Palestiniens à qui ils reprochaient la mutinerie d'une partie de l'armée.

C'est dans ce contexte que les Israéliens commencèrent à intervenir de façon plus agressive, et sur plusieurs registres à la fois. À la fin des années 1960 et au début des années 1970 déjà, ils avaient commencé à exploiter, dans la région frontalière, le phénomène confessionnel et ils avaient essayé de constituer des réseaux d'informateurs, chrétiens aussi bien que musulmans. Cependant cette tentative resta limitée, et ce n'est qu'avec le déclenchement de la guerre civile que les Israéliens commencèrent à exploiter sérieusement les rivalités confessionnelles.

Premièrement, ils inaugurèrent la politique de la « bonne frontière » qui avait pour cible, principalement mais non exclusivement, les villages maronites. Ils distribuèrent de la nourriture et des provisions et, les services médicaux libanais se trouvant dans une situation chaotique, ils admirèrent quelques patients libanais dans leurs hôpitaux. Bientôt des résidents de cette région économiquement dévastée reçurent des permis de travail en Israël.

Sur un deuxième plan, les Israéliens intensifièrent leurs contacts avec les villages frontaliers maronites qui avaient jusque-là coexisté pacifiquement avec leurs voisins musulmans, et entretenu des relations régulières, telles que l'échange de visites à l'occasion de funérailles, de mariages, et de fêtes religieuses. Je me rappelle encore avoir vu, dans ma jeunesse, les jeunes gens de Bint Jbayl aller à pied jusqu'au village voisin de 'Ayn Ibil pour une bière (elle était prohibée dans les villages chiites) et pour regarder les belles filles flâner les soirs d'été. Et bien que les chrétiens aient commencé à partager les craintes de leurs amis et des notables chiites face à la présence militaire palestinienne croissante, les relations entre les deux communautés étaient restées excellentes tout au long de la première année de guerre.

Il devint bientôt clair que l'objectif d'Israël était de couper les villages maronites de leur entourage musulman. Aucun de ces villages n'était éloigné de la frontière de plus de 3 kilomètres, ce qui rendait facile leur approvisionnement et leur armement dans le but d'ouvrir un nouveau front contre les Palestiniens. Pour mettre en œuvre cette politique, Israël s'appuya sur le parti des Phalanges qu'il avait secrètement soutenu pendant la guerre et qui était implanté, quoique de façon limitée, dans chacun de ces villages.

Malgré la polarisation croissante et le regain du sentiment antipalestinien, et malgré aussi la militarisation des villages due à l'afflux de soldats armés, désœuvrés et dépités, la prise en main des villages frontaliers par Israël avec l'aide de leurs alliés locaux phalangistes ne fut pas toujours chose aisée. Il est vrai que certains villages, par exemple Kolay'a, tombèrent rapidement sous l'emprise d'Is-

raël. Avec quelque 400 soldats démobilisés — nombre stupéfiant pour un village de 3 000 habitants —, Kolay'a était extrêmement militarisé et, dans l'atmosphère prévalant alors, a pu avoir craint des représailles pour son appui à Camille Chamoun ¹. Pour l'alliance palestino-islamo-progressiste qui maintenait une forte présence dans la ville proche de Khiyam, c'était un épouvantail.

À l'extrême opposé du spectre se trouvait 'Ayn Ibil, un village très beau et relativement prospère qui vivait surtout des virements des habitants travaillant dans le Golfe. 'Ayn Ibil, bien moins militarisé que les autres localités maronites, gardait de bonnes relations avec les Palestiniens qui, ne souhaitant pas le déstabiliser, s'assuraient que le village recevait ses rations de farine, de gazole, d'essence, etc. Les quelques militants phalangistes du village n'étaient ni suffisamment forts ni suffisamment disciplinés pour imposer une attitude collective hostile à leur environnement et aux Palestiniens. Mais, durant l'été 1976, une avant-garde de militants phalangistes munis d'armes lourdes fut envoyée de Jounieh à Haïfa en Israël, et de là ils se rendirent à 'Ayn Ibil dans des véhicules israéliens. Ils rassemblèrent alors les villageois dans le bâtiment de la municipalité et leur annoncèrent leur intention d'ouvrir un front contre les Palestiniens avec l'appui d'Israël. Les protestations vigoureuses des habitants, inquiets à la perspective de voir la guerre entrer dans leur village, furent vaines. Les nouveaux venus étaient armés jusqu'aux dents et, après avoir joué des rivalités internes, ils commencèrent bientôt à distribuer des armes aux jeunes sans emploi qui acceptaient de se rendre en Israël pour subir un entraînement. C'est ainsi que 'Ayn Ibil tomba sous le contrôle des Israéliens. A Rumaysh, la résistance fut plus faible à cause d'une forte tradition militaire — il y avait au moins cent soldats et gendarmes démobilisés dans la ville après la désintégration de l'armée libanaise et l'installation des « Partisans de l'armée » dans le village. À Debl, la situation était identique. Les deux villages étaient déjà plus ou moins impliqués dans la politique israélienne de la « bonne frontière ». C'est ainsi que, jouant des peurs des minoritaires et de leur vulnérabilité dans un contexte de guerre civile, les Israéliens et leurs alliés phalangistes réussirent à faire ce que les organisations progressistes et nationalistes avaient échoué à réaliser, avec l'appui des Palestiniens, contre les leaders traditionnels des villages chiites. Vers la fin de l'été 1976, tous les villages maronites frontaliers étaient tombés sous le contrôle d'Israël.

En septembre, des hommes armés de Kolay'a, appuyés par les Israéliens, commencèrent à bloquer la route de Marjeyoun, siège des casernes de l'armée libanaise à l'époque sous le contrôle de l'Armée du Liban arabe soutenue par les Palestiniens. Au même moment, un certain nombre d'incidents, dont les Palestiniens furent implicitement accusés sans preuve, exacerbèrent la tension. À la fin de septembre 1976, un incident impliqua à 'Ayn Ibil des Palestiniens et des

1. Président du Liban pendant la guerre civile de 1958 et leader maronite extrémiste, Chamoun était le chef du Parti national libéral et de sa milice, et membre du Front libanais, coalition des organisations conservatrices de droite dominée par les Phalanges. Il est mort en 1987.

hommes armés ; il était sur le point d'être réglé pacifiquement grâce à la médiation des notables de 'Ayn Ibil et de Bint Jbayl, quand les premiers obus de mortier lancés par les maronites s'abattirent sur leurs voisins de Bint Jbayl. Ceux qui étaient venus dans l'intention d'ouvrir le front avaient réussi. À l'autre extrémité de la région, côté est, le même phénomène se produisit avec Kolay'a qui se mit à bombarder les villages voisins de Khiyam et Taybeh. Avec le bombardement des villages chiites par leurs voisins chrétiens un point de non-retour était atteint ; dès octobre 1976, les villages chrétiens étaient entièrement coupés de l'arrière-pays.

Ce n'est qu'après le bombardement de septembre que les Israéliens nommèrent le major Saad Haddad, officier de l'armée libanaise originaire de Marjeyoun, avec la mission de centraliser l'effort militaire et de coordonner l'action des milices locales, qui n'étaient à l'époque que des unités de villages disparates, chacune agissant de façon plus ou moins indépendante, bien que toutes télécommandées par Israël à partir des antennes locales du parti phalangiste. En octobre, les hommes de Haddad arrachèrent, avec l'appui d'Israël, les casernes de l'ALA d'Ahmed Khatib situées à Marjeyoun, et ils y établirent leur quartier général. Ce fut le commencement de ce qui deviendrait l'Armée du Sud-Liban (ASL). À partir de ce moment, Haddad se mit à construire le cadre de cette force. Il était aidé de deux ou trois officiers dissidents de l'armée libanaise comme lui, mais le commandement des unités était généralement confié à des sous-officiers qui s'élevaient rapidement des rangs et montaient dans la hiérarchie.

Durant la même période, les premières mesures furent prises pour « nettoyer » les zones islamo-palestiniennes séparant les trois enclaves frontalières maronites de l'ouest, du centre et de l'est. Pour accéder à Rumaysh à partir de Debl ou de 'Ayn Ibil par exemple, on devait traverser le village chiite de Hanin où les Palestiniens et les Ba'thistes libanais étaient fortement implantés. En novembre 1976, Hanin fut envahi par les forces chrétiennes avec un appui et une couverture israéliens ; la population fut expulsée et la totalité du village rasé — tout ce qui subsiste aujourd'hui d'un village de 3 000 âmes est une seule maison qui fut rebâtie et qui est de nouveau habitée par le vieux *mukhtar* et sa femme. De même, pour aller de Rumaysh, situé dans le centre, aux villages chrétiens de 'Alma de Nakoura à l'ouest, on doit traverser les villages sunnites de Yarin et Marwanin. Les deux villages furent rasés et leur population expulsée au cours de ce même automne (avec les années, les villageois furent autorisés à retourner et à reconstruire ; quelques-uns le firent). Les villages chiites de Maroun al-Ras et d'al-Qantara subirent un sort identique. Ces opérations consolidèrent les enclaves maronites elles-mêmes mais des parcelles de territoire islamo-palestinien continuaient de séparer les segments sous contrôle israélien. La jonction des enclaves devra attendre l'invasion de 1978. Il n'y eut pas de répit aux bombardements pendant toute l'année 1977. À peu près au moment où les maronites et les Israéliens ouvraient le nouveau front, beaucoup de Palestiniens qui s'étaient retirés de certains villages au début des années 1970 sous la pression des chiites y retour-

nèrent, ce qui envenima les relations entre les chiïtes et les Palestiniens. En 1977, le front « palestiniano-islamo-progressiste » comprenait les Palestiniens de toutes les fractions, des Irakiens, les miliciens de l'imam Mousa Sadr ² qui étaient venus d'autres régions, et le PPS (Parti populaire syrien) du Mont-Liban. Les miliciens libanais locaux avaient pratiquement disparu une fois la guerre commencée, souvent sous prétexte d'accompagner leurs familles dans des régions sûres, et ils n'étaient simplement plus revenus.

De fait, la zone frontalière, soumise aux bombardements intensifs des Israéliens, se vidait rapidement. À Bint Jbayl, par exemple, la population passa du chiffre record de 24 000 personnes en août 1976 à 400 seulement quelques mois plus tard ; et le bourg à majorité musulmane de Khiam, le plus grand et le plus riche du Sud, et qui avait une population de près de 20 000 habitants avant la guerre, était maintenant tout simplement vide. Les quelques habitants qui demeurèrent au milieu des ruines furent expulsés de force en 1978, et la localité abandonnée fut utilisée par les Israéliens comme un terrain d'entraînement pour les manœuvres militaires, des tanks et des véhicules blindés menant des batailles fictives au milieu des carcasses tristes de bâtiments sans toits et percés d'obus. (Après 1981, les habitants furent autorisés à retourner dans les ruines qui avaient été jadis leurs maisons ; et quelques milliers de personnes vinrent dans le but de reconstruire leur maison.) Il faut noter que les villages chrétiens résistèrent bien mieux à la tendance à émigrer, en grande partie parce qu'ils savaient que la présence israélienne empêcherait l'occupation de leur village. Ils avaient à supporter seulement les bombardements au mortier alors que les villages chiïtes vivaient non seulement dans la crainte des bombardements mais également dans le risque d'être investis et de subir un massacre — les précédents ne manquaient pas.

Les invasions israéliennes et la consolidation de la « zone de sécurité »

La « ceinture de sécurité » naquit dans la foulée de l'invasion de mars 1978, quand les forces israéliennes entrèrent au Liban dans le but déclaré d'occuper une bande de territoire de 10 kilomètres de large au nord de la frontière afin d'empêcher les attaques palestiniennes contre Israël. En fait, ces forces pénétrèrent jusqu'au fleuve Litani et occupèrent plus du dixième du territoire libanais. Confronté à une forte pression internationale et aux résolutions 425 et 426 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui appelaient au retrait immédiat des forces israéliennes de tout le territoire libanais et à l'établissement d'une force spéciale des Nations unies, la FINUL, Israël se retira partiellement en deux étapes. Mais juste avant d'effectuer, en juin 1978, le dernier retrait, il remit la bande de territoire de 10 kilomètres restante entre les mains de la milice dirigée par le major Haddad. Israël s'était ainsi officiellement retiré du Liban, mais ce n'était un secret

2. Chef charismatique et populaire de la hiérarchie chiïte libanaise et fondateur du Mouvement des déshérités et de son bras militaire, Amal, l'imam disparut en Libye en 1978.

pour personne que l'ALS continuait d'être « grossie » par des soldats israéliens et que des officiers israéliens étaient présents en permanence. La FINUL fut interdite d'accès. La « ceinture de sécurité » était née.

La population locale avait beaucoup souffert durant l'invasion de 1978. L'armée israélienne, guidée par des miliciens chrétiens reconnus souvent pour être originaires des villages voisins, envahit les villages chiïtes et y causa des ravages. À Bint Jbayl, elle encercla les 400 personnes qui y étaient restées et les parqua dans le réservoir du village. Les villageois furent forcés de rester là, pendant trois jours, sans abri et sous une surveillance renforcée, tandis que les Israéliens et leurs alliés fouillaient méticuleusement chaque maison, pillant et détruisant tout sur leur passage. Toutes les maisons dans lesquelles ils décelèrent la trace du passage de Palestiniens, quelle qu'en fût la forme, furent systématiquement dynamitées, que ces maisons aient été cédées librement aux Palestiniens ou qu'elles aient été réquisitionnées par eux.

La plupart des bâtiments publics furent rasés également. Et ce comportement se répéta partout dans le Sud-Liban occupé ; des dizaines de milliers de personnes de plus furent réduites à l'état de sans-logis, et des centaines furent tuées, certaines sans raison : 709 civils sans armes furent massacrés à Khiyam, à l'intérieur d'une mosquée.

Dans les semaines qui suivirent l'occupation, les habitants qui avaient fui les forces d'invasion furent, petit à petit, autorisées à retourner par petits groupes dans leurs villages dévastés. Beaucoup revinrent parce qu'ils ne pouvaient plus supporter la vie sous les tentes, dans les mosquées et les écoles ; plusieurs milliers de personnes campaient sous les arbres à l'entrée nord de Saïda, et la saison froide n'était pas encore terminée. Dans tous les villages, les groupes qui retournaient furent contrôlés avec l'aide des auxiliaires locaux des Israéliens, qui étaient parfaitement adaptés à cette tâche, vu la connaissance intime qu'ils avaient de leurs voisins et concitoyens.

L'établissement de la « ceinture de sécurité » nécessita une refonte importante de l'ALS qui était encore une force presque exclusivement maronite, composée de jeunes de la région — principalement de déserteurs de l'armée libanaise, de militants phalangistes et de recrues plus récentes. Avant l'invasion, l'un des problèmes majeurs de cette force venait de la répugnance des unités locales à servir ailleurs que dans leur propre village. Une campagne de recrutement et d'entraînement intensifs fut entreprise. Elle était dirigée également vers les chiïtes, dans le but non seulement de gonfler les effectifs, mais aussi d'éviter les effets négatifs que pouvait entraîner une force exclusivement maronite qui patrouillerait dans une région en majorité musulmane. Le recrutement fut mis en œuvre par le biais des « comités de village » qui s'étaient constitués dans chaque localité sous supervision israélienne à la suite de l'invasion. Ces comités locaux furent chargés d'organiser les services communs de façon à remplacer quelque peu les municipalités qui avaient, dans une large mesure, cessé de fonctionner. Les membres des comités

agirent également comme informateurs. En matière de recrutement, l'ALS devait déterminer le nombre général des nouvelles recrues nécessaires, et puis assigner à chaque comité un quota correspondant à la dimension du village. Comme on pouvait s'y attendre, les premiers à se rallier à la force furent les éléments les plus marginaux et les plus méprisés de la société. Certains avaient déjà servi dans les organisations palestiniennes et propalestiniennes. Les Israéliens les acceptèrent après une courte période de détention et de « rééducation », qui consistait essentiellement en des bastonnades. Mais, de façon générale, le recrutement était difficile à réaliser. Des familles envoyèrent leurs fils en âge de « servir » chez des parents résidant à l'extérieur de la zone ; à ce jour, les trois dernières années de lycée sont presque entièrement constituées de filles. Souvent les parents accompagnaient leurs enfants, aggravant ainsi le dépeuplement de la région.

Bientôt, les Israéliens trouvèrent des moyens de contrer cette répugnance à rejoindre l'ALS. Prenant en compte la situation économique extrêmement dure, un nouveau système fut inauguré selon lequel un membre de la famille de chacun des soldats était autorisé à travailler en Israël. Le salaire était payé en dollars, et un travailleur pouvait gagner environ 300 dollars par mois alors qu'il n'en touchait auparavant que 30 à 40 par mois en moyenne (en livres libanaises). Cette somme, ajoutée au salaire du soldat d'un montant de 150 dollars environ sans les primes, assurait à une famille un revenu de 450 dollars en devises fortes dans un pays où un ministre gagnait 300 dollars.

En plus des facteurs économiques, des considérations relatives au pouvoir ou à l'influence au sein des villages déterminèrent la campagne de recrutement de l'ALS. Si un clan venait à autoriser un ou plusieurs de ses membres à rejoindre l'ALS, les clans rivaux se sentaient menacés ou privés de protection. Compte tenu du délicat équilibre politique et interclanique local, il suffisait donc que quelques membres d'un seul clan rejoignent l'ALS pour que les autres clans encouragent quelques-uns des leurs à en faire de même. D'autres facteurs dus aux rivalités entre communautés et entre villages jouèrent également un rôle. Après l'invasion, les unités de l'ALS envoyées dans les villages chiïtes pour « assurer la loi et l'ordre » étaient entièrement composées de personnes originaires d'un seul, tout au plus de deux villages maronites. Les patrouilles à Bint Jbayl, par exemple, étaient formées de personnes provenant des villages voisins de Debl et Rumaysh. Cela fut ressenti comme particulièrement humiliant. À cela s'ajoute la dimension interconfessionnelle. Il s'était développé chez les chiïtes une grande amertume à l'encontre de la collaboration des maronites avec les Israéliens, du bombardement par ceux-là de villages chiïtes, et du rôle joué par les milices maronites pendant l'invasion. Plus encore, les soldats de l'ALS n'étaient pas des maronites quelconques : ils avaient été, pour la plupart, fanatisés contre les musulmans pendant la guerre et endurci par leurs expériences guerrières. C'étaient, en général, des gens d'une moralité douteuse et quelques-uns d'entre eux avaient une conduite incorrecte à l'égard des jeunes filles des villages. Cette situation, ressentie comme

intolérable, poussa des villageois à demander la constitution d'une force propre à leur village. L'idée, largement partagée, était qu'ils pourraient exercer un contrôle relatif sur une force composée de leurs propres fils dans la mesure où ceux-ci seraient liés par le tissu dense des relations et contraintes traditionnelles.

Ainsi, dans les villages chiites, depuis la fin des années 1970, les unités de l'ALS se composaient, en majorité, d'hommes du village, alors que les officiers qui les commandaient étaient presque toujours chrétiens. À ce jour en effet, il n'y a pas de chiites dans les structures de commandement de l'ALS et, aux échelons intermédiaires, seulement un nombre limité de ceux-ci qui exercent quelque autorité sur le village ou sur un groupe de villages. Mais près de 40 à 50 % des hommes de troupe sont chiites. Il s'agit là d'une proportion importante, bien que de portée relative compte tenu du fait que 80 % de la population est chiite.

Grâce à l'omniprésence de l'ALS et à son réseau d'informateurs, la « zone de sécurité » fut bientôt pacifiée. Il y eut en effet peu de résistance. Comme il a été dit plus haut, la région frontalière était extrêmement dépeuplée au moment de l'invasion, du fait des bombardements incessants des dix-huit derniers mois précédents ; à chaque fois qu'un village manifestait des velléités de résistance, par exemple en bloquant le trafic routier vers l'un des villages chrétiens avoisinants, il était rasé en partie ou en totalité. La destruction des principales localités musulmanes ou mixtes, telles Khiyam, Marjeyoun, et Bint Jbayl, eut pour effet de désorganiser profondément la vie dans les villages environnants. Plus encore, la plupart des jeunes gens en âge d'organiser une résistance avaient quitté la région dès les premiers jours de l'occupation pour ne pas être enrôlés dans l'ALS.

Quand Israël lança son invasion massive en juin 1982, son armée s'empara sans peine de la « zone de sécurité ». Mais le combat s'intensifia au fur et à mesure qu'elle progressait vers Beyrouth. Des milliers de civils furent tués. Des tonnes de bombes lancées par les chasseurs-bombardiers, les mortiers et les canons s'abattirent sur la capitale. De nombreuses familles, déplacées de la zone frontalière depuis 1976-1978, décidèrent alors de retourner dans leurs villages, pensant que, dans la mesure où la moitié du pays était de toute façon occupée, ils pouvaient aussi bien retourner chez eux où ils seraient au moins en sécurité. Il est vrai que, durant les premiers jours de l'invasion, il y eut chez beaucoup de chiites du Sud un sentiment proche du soulagement. Les gens en avaient assez de la guerre, assez du règne des milices, palestiniennes ou libanaises à la fois, assez des divisions qui déchiraient le pays. Sur le moment, ils furent trompés par les déclarations israéliennes relatives à une solution libanaise qui interviendrait après la liquidation de la présence armée palestinienne : un pouvoir central fort capable d'instaurer la réconciliation nationale et de dissoudre les milices serait établi, et les Israéliens se retireraient aussitôt. Il y avait aussi chez eux l'idée paradoxale selon laquelle une occupation israélienne mettrait fin aux bombardements israéliens — en un mot, qu'Israël libérerait le Liban d'Israël !

Mais la population se rendit rapidement compte de son erreur. Comme en 1978,

il y eut des perquisitions et des interrogatoires répétés. Des villageois furent forcés de se rassembler pour des « vérifications d'identité », quelquefois à plusieurs reprises dans la journée, et on les obligeait à rester debout des heures sous un soleil de plomb. Il y eut de nouveau des actes de vandalisme et quelquefois de profanation. De nouveau, des maisons étaient dynamitées sur le simple soupçon d'avoir abrité une milice, ce qui gonfla les légions de sans-logis. De nouveau, des habitants de la région étaient arrêtés et emmenés sans raison apparente. Des centaines de ceux qui retournaient dans leur village natal pour échapper à la zone de guerre au Nord, en particulier ceux qui avaient un quelconque passé politique, furent immédiatement arrêtés et envoyés au camp d'Ansar ou dans des prisons situées en territoire israélien. Les arrestations dans les zones nouvellement occupées et parmi les Palestiniens étaient, bien entendu, bien plus nombreuses. Mis à part ceux qui furent capturés les armes à la main pendant la progression de l'armée israélienne vers Beyrouth, et dont l'incarcération pouvait être considérée comme pratiquement indéfinie, la durée de détention était totalement imprévisible — le détenu pouvait être relâché après quelques jours d'interrogatoires intensifs, ou bien il pourrissait dans un camp jusqu'à ce que celui-ci fût fermé quelques années plus tard. Aucun jugement ne fut rendu ; la plupart du temps, tout dépendait du caprice d'un officier, du fait que la tête du prisonnier lui plaisait ou non, de la façon dont ce dernier parlait, ou de ce qu'on savait de lui.

La résistance libanaise naquit avec l'occupation israélienne de Beyrouth en septembre 1982. Elle se développa rapidement dans le Sud vers la fin de la même année. Mais dans la zone frontalière, la résistance resta limitée pour la même raison qu'en 1978 — la pénurie de jeunes gens et le fait que ceux qui restaient étaient faciles à repérer compte tenu de la proportion anormalement grande de vieux et de femmes dans la région. S'ajoutaient à cela les effets de quatre années d'occupation. Mais les habitants de la zone, comme chacun dans le Sud, étaient fiers de ce qu'ils considéraient comme *leur* résistance. Tous les partis de l'ancien Mouvement national ainsi que les organisations islamiques prirent part à cette action ; la résistance garda pourtant indéniablement un caractère sudiste et chiite. Elle était dominée de manière écrasante par les deux principales organisations, Amal et le Hizballah. Il convient cependant de souligner que la population s'identifiait largement et bien plus à Amal qu'au Hizballah. Ce dernier disposait, à l'égal du parti communiste ailleurs, d'une bonne organisation et d'une cohésion interne, mais il était incapable de projeter son influence au-delà du cercle restreint des partisans, objets de son prosélytisme ; son idéologie et sa ligne de conduite différaient de façon trop abrupte de ce qui pouvait correspondre à une aspiration collective.

La résistance fut extrêmement efficace. Pendant plus de deux ans, les pertes israéliennes approchaient la moyenne, sans précédent, d'un soldat tué par jour. Pire, ces pertes dépassèrent celles de la résistance. Autre nouveauté : les Israéliens, qui avaient paradé dans les villages et les villes durant les premiers jours de l'oc-

cupation, furent obligés de se faire de plus en plus discrets. En résumé, la résistance réalisa ce que les armées régulières arabes avaient jusque-là échoué à faire : un retrait israélien forcé d'un territoire arabe occupé.

En juin 1985, les Israéliens achevèrent la troisième étape de leur retrait du Sud occupé. La région qu'ils refusèrent d'évacuer, ils la livrèrent au contrôle nominal de l'ALS. Comme ce fut le cas en 1978 cependant, les Israéliens demeurèrent dans la zone en nombre réduit, maintenant une présence constante quoique discrète. L'efficacité de la résistance déclina alors de façon sensible en raison de plusieurs facteurs donc l'évocation dépasse le cadre de cet article. Les pertes de l'ALS, légèrement plus élevées, ne paraissaient pas concerner outre mesure les Israéliens. Après tout, les soldats de l'ALS n'étaient-ils pas payés pour mourir — ils étaient, selon une expression répandue, les « sacs de sable » d'Israël.

La nouvelle « ceinture de sécurité » d'après 1985 s'agrandit de deux nouvelles parcelles de territoire (à l'est et au centre-est) par rapport à l'ancienne zone frontalière de 1978. Plutôt qu'un « croissant » sud-ouest/nord-est comme auparavant, la nouvelle « zone de sécurité » formait une sorte de demi-cercle. Ce n'était plus une zone-tampon isolant la frontière israélienne. Elle permettait aux Israéliens d'y maintenir leurs armes lourdes, en particulier des canons pointés vers le cœur de la Bekaa, une partie du Mont-Liban (essentiellement la partie druze et sunnite) et la totalité du Sud, y compris Saïda, Nabatieh et Tyr. Pour finir, les canons étaient dirigés sur tous les camps palestiniens dans la région. De plus, la route vitale qui longe la côte en direction de Beyrouth pouvait être coupée à tout moment, de même qu'un grand nombre d'axes de communication utilisés par les troupes syriennes stationnées au Liban. Bref, comparée à la zone de 1978, la nouvelle « zone de sécurité » avait, pour les Israéliens, une valeur *offensive* plus grande.

La « zone de sécurité » aujourd'hui

En dépit du retour de beaucoup de villageois dans la zone frontalière après l'invasion de 1982 (à Bint Jbayl par exemple, la population s'accrut petit à petit et passa du chiffre minimum de 400 personnes à près de 6 000), la région dans son ensemble continue de se vider. La zone compte aujourd'hui entre 130 000 et 150 000 personnes, soit la moitié de ses effectifs d'avant guerre, et le quart ou, au mieux, le tiers de ce qu'elle aurait dû être, compte tenu du taux de croissance normal déductible à partir des chiffres de 1975. Et alors que, dans le reste du Liban, les gens ont commencé à retourner chez eux, la nouvelle ère de paix n'a pas été suivie d'effet dans la zone frontalière tenue par Israël et l'ALS. Là, l'émigration est constante, implacable et souvent définitive, vers les Etats-Unis, l'Australie, le Canada et d'autres pays.

Les gens partent pour diverses raisons. L'une des plus importantes est l'atmosphère chargée de soupçons, le sentiment d'être surveillé et d'avoir à contrôler soigneusement ses paroles dans toute conversation, de façon à rester dans les

limites étroites des opinions autorisées (la limite apparente étant de manifester sa préférence pour le retour à la souveraineté libanaise). Les services secrets israéliens sont présents partout grâce à un vaste réseau d'informateurs. Celui-ci a été, sans aucun doute, efficace, et depuis l'établissement officiel de la « ceinture de sécurité » en 1985, les opérations dans la région, rares à l'origine, le sont devenues encore plus. Si l'on exclut les infiltrations à partir de l'extérieur de la zone, toute cellule de résistance constituée à l'intérieur a été systématiquement démantelée, et ses militants envoyés à la prison de Khiam. La plupart d'entre eux y demeurent encore. Une autre raison pour émigrer, non moins importante, est l'isolement presque total du reste du pays et le sentiment d'être coincé entre des horizons étroits et suffocants. La frontière non officielle de la « zone de sécurité » constitue une barrière bien mieux défendue que les frontières qui séparent deux Etats souverains. Des fils de fer barbelés entourent les trois ou quatre points d'accès, des postes d'observation qui permettent de repérer chaque mouvement sont alignés le long de la frontière, et des champs de mines ont été installés là où le terrain rend difficile la surveillance. Pour les non-résidents, des permis doivent être obtenus aux points d'accès pour pouvoir pénétrer dans la zone ; aujourd'hui, ces permis sont généralement délivrés par les soldats de l'ALS seuls et non plus par des unités mixtes composées de soldats de l'ALS et de l'armée israélienne comme c'était le cas auparavant. Peu de permis sont octroyés. De plus, peu d'étrangers à la région cherchent à en obtenir un, exception faite des représentants d'organismes internationaux, tels que l'UNICEF, la Croix-Rouge, ou Save the Children. Ceux qui ont encore de la famille dans la région sont généralement autorisés à entrer dans la zone, mais ils risquent toujours la détention et, dans certains cas, nullement exceptionnels, l'emprisonnement à Khiam. Dans le passé, les résidents devaient obtenir un permis pour entrer dans la zone ; les règlements actuels leur imposent l'obtention d'un permis pour en sortir.

La corruption règne partout. Il faut une autorisation de l'ALS pour tout : construire une maison, obtenir n'importe quel permis ou licence. C'est toujours l'Etat libanais qui accorde officiellement les permis, mais rien ne se fait sans l'ALS, et rien non plus sans pots-de-vin. Les Israéliens et l'ALS ont également autorisé une poignée d'individus à exercer un monopole effectif sur certaines branches du commerce ; des fortunes se sont amassées.

Sur le plan économique, la zone frontalière est pratiquement scellée. Il est superflu de dire qu'aucune marchandise et aucun produit de la région ne sont autorisés à entrer en Israël afin de ne pas concurrencer des produits israéliens. Il existe également de sévères restrictions sur les « exportations » vers le reste du Liban — des permis spéciaux exigeant des procédures ardues doivent être obtenus de l'ALS, des pots-de-vin doivent être versés, des taxes et impôts acquittés. Il y a peu de temps encore, une fois que les marchandises étaient autorisées à quitter la zone, se posait le problème de leur acheminement jusqu'à Beyrouth à cause des fouilles répétées et des taxes levées dans tous les mini-Etats contrôlés par les différentes

milices, unies pour une fois dans la méfiance à l'égard de toute chose provenant de la zone frontalière (et qu'on supposait venir par conséquent d'Israël). Pour toutes ces raisons pratiques, le seul débouché des produits de la zone frontalière est le marché interne, qui est extrêmement limité. Par conséquent, la production qui existait auparavant (une importante industrie de chaussures qui approvisionnait non seulement le Liban mais plusieurs pays arabes en chaussures militaires, les fabriques de céramique, la production de nattes et de chapeaux à base de roseau, la fabrication de vêtements de laine ou de fil, etc.) a cessé ou bien elle s'est transportée à Tyr ou Beyrouth où elle pouvait fonctionner normalement.

Des difficultés identiques existent pour « l'importation » des marchandises. Comme tous les produits manufacturés et la plupart des produits agricoles, en particulier la viande, doivent être acheminés de l'extérieur, les prix sont exorbitants. Marchandises et produits en provenance du nord du Liban sont l'objet de multiples restrictions. Ici encore, des permis spéciaux doivent être obtenus, les produits sont lourdement taxés, et de strictes limitations imposées au nombre de véhicules (taxis et camions) autorisés à pénétrer dans la zone. Inversement, et cela n'est pas surprenant, il n'existe pas de restrictions sur l'importation de produits israéliens, mais la population évite en général d'acheter les produits agricoles israéliens, jugés inférieurs en qualité.

Dans le même temps, la culture du tabac, qui avait été la principale ressource de revenus de la région, a grandement décliné depuis 1976. Ce facteur, ajouté à la récession économique due à l'isolement forcé de la région, a eu pour conséquence une dépression économique. La plupart des habitants sont engagés dans le travail manuel (comme le bâtiment), le petit commerce et l'agriculture, souvent dans une économie de subsistance, bien que la culture de serre ait été introduite récemment dans le but d'approvisionner le marché local. D'autres continuent de figurer sur les registres de l'État libanais comme instituteurs et fonctionnaires locaux. Une autre source de revenu, qui a grandement diminué depuis la crise du Golfe, est constituée des virements effectués par les proches qui travaillent à l'étranger.

Les résidents de la « ceinture de sécurité » ne sont pas autorisés à travailler au Liban hors de la zone mais, comme il a été mentionné plus haut, quelque 4 à 5 000 personnes (la priorité allant aux proches de l'ALS) sont transportées en Israël chaque jour à travers plusieurs points d'accès bien déterminés. Ils sont employés principalement dans le secteur des services comme les cafés, les hôtels ou les restaurants, dans des travaux agricoles et, à un moindre degré, dans l'industrie. Les résidents de la zone peuvent également obtenir l'autorisation de voyager à partir d'Israël. Beaucoup d'entre eux se rendent à Tel-Aviv pour obtenir des visas (les ambassades de Beyrouth ne fonctionnant pas) pour l'étranger. Paradoxalement, il est ainsi plus facile à un Libanais d'obtenir des visas en Israël qu'à Beyrouth ou à Damas, parce que les ambassades occidentales considèrent que leur présence en Israël est en elle-même un certificat de bonne conduite. Plus encore,

comme la compagnie aérienne El Al est moins chère que les autres, beaucoup de gens l'empruntent pour partir à l'étranger, mais ils s'évertuent à le dissimuler à leur entourage.

Un monde d'ambivalences

L'une des conséquences les plus amères de l'occupation est la cassure provoquée dans les relations anciennes entre les maronites et les chiites, deux communautés qui, dans le passé, avaient été pétrées dans un même moule, et n'avaient pas été séparées par un formidable héritage de peurs et de haines réciproques. Du côté musulman, il y a maintenant le souvenir des excès commis par les milices maronites alignées sur les Israéliens durant les invasions de 1978 et 1982, et des humiliations continuelles infligées par des membres maronites de l'ALS. Bien que la plupart des chiites fassent la distinction entre bons et mauvais éléments et qu'ils soient conscients du fait que la collaboration n'est pas un phénomène exclusivement chrétien (et que même parmi les chrétiens, les collaborateurs forment une minorité), il n'en reste pas moins une rancœur due au fait qu'ils sont une majorité gouvernée par une minorité qui fait le jeu d'Israël. L'impression de rupture a été exacerbée par la montée du sentiment islamique durant les dernières années. Ce sentiment provenait à la fois de la fierté ressentie devant la résistance chiite contre Israël et de l'accroissement des rancœurs interconfessionnelles. Toutefois, l'islamisme semble être aujourd'hui en déclin dans la zone frontière comme partout ailleurs.

Du côté chrétien, il y a le sentiment que les musulmans ont pris le parti des Palestiniens et provoqué de cette manière la guerre civile, et l'impression durable que les musulmans lorgnent du côté de la Syrie ou d'autres puissances musulmanes. Mais ces sentiments sont éclipsés par le malaise né du traitement infligé par les maronites aux musulmans dans la zone. Par exemple, l'ancien président du conseil municipal de 'Ayn Ibil refusa, de 1978 jusqu'à sa mort quelques années plus tard, de venir à Bint Jbayl où il avait des dizaines sinon des centaines d'amis, et où il était respecté et aimé de tous. Il fit savoir haut et fort qu'il ne mettrait plus les pieds à Bint Jbayl à cause de la honte qu'il ressentait pour ce que des hommes de son village avaient commis là. Ce sentiment n'est pas rare chez les chrétiens.

Il ne fait pas de doute qu'il existe des risques potentiels de bain de sang dans le cas d'un retrait israélien du Sud, bien que sans doute à une échelle moindre que ce qui s'est produit dans le Chouf en 1983, quand les Israéliens mirent face à face maronites et druzes et se retirèrent brusquement. Pendant son occupation du Liban, Israël avait introduit et renforcé les militants phalangistes dans la montagne du Chouf, région mixte chrétienne et druze, traditionnellement dominée par les druzes, et qui était jusque-là l'une des régions les moins touchées par la guerre civile. Plus de 1 000 civils libanais furent tués au cours de batailles féroces et de

massacres commis par les deux parties après le retrait soudain d'Israël en septembre 1983. L'armée israélienne avait fourni des armes à la fois aux milices phalangiste et druze. Mais selon moi, si une force de sécurité puissante, placée sous l'autorité ferme d'un pouvoir central, est mise en place au moment du retrait des Israéliens, rien ne se produira. Seule une poignée de collaborateurs, dont les mains sont tachées de sang, est profondément haïe par la population. Celle-ci établit, dans sa grande majorité, une distinction entre les différents degrés de collaboration et tient compte des diverses circonstances atténuantes.

Après tout ce qui s'est passé, un sentiment xénophobe s'est répandu dans le pays : une sorte d'allergie à l'égard de tous les partis qui ont été impliqués dans le drame libanais — Palestiniens, Syriens, Iraniens. Contrairement à une croyance très répandue, les chiïtes ont, dès le début, considéré les Iraniens comme des étrangers. Ceux-ci ont mis en avant, de façon insistante, leurs liens historiques avec la communauté chiïte libanaise ; mais la population trouve aujourd'hui excessif de s'émouvoir du fait qu'au XVI^e siècle des cheikhs de Jabal Amel voyageaient en Iran pour servir la dynastie. Il est vrai que selon des traditions établies, des cheikhs, en particulier ceux issus de certaines familles réputées, sont bien accueillis dans le monde chiïte du fait qu'ils conservent une aura et un charisme familiaux, mais il y a un monde entre les hommes saints itinérants et les militants iraniens envoyés par leur gouvernement dans le but de mettre sur pied des organisations armées.

Ce sont les Palestiniens qui sont devenus l'objet de la plus forte rancœur. Le peuple préfère par nature les explications simples et il semble que les Palestiniens sont aujourd'hui tenus pour responsables de ce qui est advenu aux Libanais. Il est vrai qu'ils ont commis tellement d'erreurs qu'on pourrait dire qu'ils se sont eux-mêmes installés dans ce rôle. Il y a quelques années, alors que j'étais en voyage à l'étranger, je rencontrai un responsable de l'OLP qui avait séjourné au Liban ; il me dit : *« Ce qui est fait est fait. Nous savons que nous vous avons causé du mal, mais nous n'avons pas l'intention de le faire ; vous ne devriez pas nous en tenir rigueur. Ce n'était pas voulu. Le mal que nous vous avons fait était un épiphénomène, un accident. »* Sur le moment je restai silencieux. Mais plus tard, je regrettai de ne pas lui avoir dit que ses mots faisaient plus de tort encore. Ses propos indiquaient que le mal que les Palestiniens ont pu nous avoir causé n'était même pas un sujet de réflexion pour eux. La société libanaise, en particulier dans le Sud, n'avait jamais réellement compté pour les Palestiniens. Ils s'étaient appuyés sur des franges propalestiniennes de la population qui étaient favorables à l'ouverture d'un front contre Israël — des gens comme moi — et ils ne voulaient pas admettre que cette attitude finirait pas porter tort à la population locale, et à eux-mêmes. Ils préférèrent se réfugier, au pire dans l'oubli, au mieux dans une image mythique de la collectivité — à savoir que les Libanais sont des Arabes et des musulmans comme eux-mêmes, qu'ils ont des liens historiques avec la Palestine, qu'ils haïssent Israël, etc. — et refusèrent d'examiner les conséquences de

leurs actes. Quelques-uns de ceux qui restèrent au Liban ont tiré des leçons de ce qui s'est passé. D'autres, confrontés aux réactions hostiles de la population, sont devenus tout simplement cyniques.

Mais il faut également ajouter qu'en dépit de leur déception et de leur colère contre les Palestiniens, les chiites sont les mieux à même de connaître la cause principale de leurs malheurs. Ils ont été dès le début intimement impliqués dans le problème palestinien, et ils ne peuvent oublier ce dont ils ont été témoins. Il existe aussi une autre dimension, celle de l'identité. C'est comme les relations au sein d'une famille : elles peuvent être chargées de beaucoup d'amertume et de rancœurs, plus même que celles qui pourraient naître entre cette famille et des étrangers. Cela peut même aller jusqu'à répandre le sang, sans pour cela que les relations d'identité soient altérées. À un certain niveau, il existe entre les Palestiniens et nous une connaissance réciproque, profonde, non exprimée, tenue pour évidente. Entre chrétiens et Palestiniens, la chose est plus compliquée — la dimension identitaire est présente, quelque insistance qu'on mette à la nier, mais à cause de la différence de religion, les risques d'antagonisme existent bel et bien. Les relations avec les Israéliens sont une tout autre affaire, même pour les collaborateurs parmi les maronites. Les Israéliens sont étrangers, extérieurs, comme jamais Palestiniens ou Syriens ne pourraient l'être. Ils sont profondément, irrémédiablement « autres ».

En général, la population hait Israël, les chrétiens aussi bien que les musulmans ; c'est là certainement un facteur d'unification. Chez les chrétiens il n'y eut jamais de sympathie à l'égard des Israéliens ; c'était plutôt une logique de nécessité. Les chrétiens sentent qu'ils ont été utilisés par Israël. Ils ont permis aux Israéliens d'avoir une maîtrise sur eux, et ils savent que les Israéliens les méprisent. Ils savent qu'ils sont coupés de leur propre pays et qu'une grande incertitude pèse sur leur avenir. Ils savent qu'après tout ce qui s'est passé grâce aux encouragements et aux incitations israéliennes, il ne sera pas facile pour eux de vivre une vie normale avec leurs voisins. Cela est encore possible, mais ce ne sera pas facile, quelque chose s'est perdu, a été brisé à jamais.

Durant ces dernières années, les chiites ont subi les Israéliens plus que toute autre communauté, exception faite des Palestiniens. Ils ont supporté à eux seuls le poids de l'occupation israélienne. Leur antipathie n'est pas abstraite, idéologique, fondée sur des notions d'arabisme ou de justice ; elle est fondée sur l'expérience vivante des bombardements incessants, des harcèlements et de la mort. Au bout de plus de vingt années, les chiites ont leur propre conflit avec Israël. Cela ne signifie pas qu'ils sont prêts à ouvrir de nouveau le front ; cette époque est révolue à jamais. Si les gens se réjouissent dans les rares occasions où une opération de résistance revendique des pertes de l'ALS ou d'Israël (tant qu'elle a lieu loin de leur village et qu'elle n'entraîne pas de représailles), il n'y en a pas moins un désenchantement croissant à l'égard des organisations chiites, ponctué de colère quand des opérations (planter des mines, par exemple) provoquent des

pertes civiles. Un nouvel élément est apparu ces dernières années, le sentiment général chez les chiites qu'Israël ne sera pas repoussé par la force, et que l'occupation ne peut se terminer qu'après des négociations pacifiques.

Si une raison d'espérer existe encore au Sud-Liban, c'est dans l'existence du désir général et profond d'une restauration de la souveraineté libanaise. En dernière analyse, personne ne profite pratiquement de l'occupation, à l'exception d'une poignée de personnes qui contrôlent le commerce dans la zone ; même les soldats de l'ALS et les personnes employées en Israël savent qu'ils pourraient vivre et travailler normalement dans leur propre pays si leur région n'était pas occupée. Malgré les années, la population n'a pas accepté la situation. De là l'avidité avec laquelle toutes les couches de la population happent la moindre rumeur prédisant le retrait imminent des Israéliens, et la soutiennent par des explications et des théories construites et élaborées. De là aussi la manière dont chaque événement, régional ou international, est interprété uniquement en fonction de son impact possible sur les chances de retrait israélien.

Les Libanais sont-ils optimistes ou pessimistes au sujet des chances de règlement ? Cela varie au gré de la conjoncture. Certains jours, ils sont gagnés par l'optimisme, d'autres fois par le découragement. Mais de même que pour tous les êtres humains, c'est toujours l'espoir qui domine.

Ahmad BEYDOUN